

ÉNERGIE | Amendements à la CEB Act et à l'Electricity Act

La CEBSA craint pour l'avenir des employés du CEB

La *Central Electricity Board Staff Association* (CEBSA) se propose de réclamer une rencontre avec la direction du CEB afin de discuter de leurs craintes par rapport aux récents amendements à la *Central Electricity Board Act* et l'*Electricity Act*. L'objectif de ces deux amendements est de retirer au CEB le pouvoir d'accorder des permis pour la fourniture d'électricité et de fixer les tarifs de ses services, qui sera conféré à un régulateur.

Les dispositions de ces amendements ont été abordées samedi dernier par le nouveau directeur général du CEB, Jean Donat, lors d'un "get together" organisé au *Swami Vivekananda Convention Centre* de Pailles. Réagissant à ces amendements, le président de la CEBSA souligne qu'il « est clair maintenant que le CEB entrera en compétition » avec les *Independent Power Producers*. « Cela ne va pas être facile. Et puis, beaucoup de questions se posent sur notre avenir avec l'entrée en opération de ce régulateur », a déclaré pour sa part Clency Bibi, vice-président de la CEBSA. Pour lui, dès le début de l'année prochaine, la direction du CEB « doit organiser une réunion avec les différents syndicats », lesquels regroupent environ 2 000 employés.

Selon les syndicalistes, avec l'amendement proposé à la *CEB Act*, le CEB sera géré à l'avenir comme un "cluster". Il rappelle que « ce sont les employés du CEB qui ont été à la base de la

réussite » de ce corps parapublic. Aussi, dit-il, « ils doivent avoir des explications ». Il poursuit : « Ils veulent aussi savoir s'ils auront davantage de responsabilités à l'avenir. »

Le syndicaliste devait également faire ressortir qu'il sollicitera une rencontre avec le ministre des Utilités publiques, Joe Lesjongard, afin de savoir si le CEB sera en compétition dans des exercices d'appels d'offres pour les tarifs de l'électricité ou pour le contrat pour le carburant. Il se demande également si le gouvernement « a l'intention à l'avenir de venir de l'avant avec la création d'un nouveau ministère pour s'occuper des IPPs ».

Clency Bibi devait par ailleurs souligner que lors du "get together" de samedi dernier, le directeur général du CEB s'était félicité d'entretenir des relations cordiales avec les employés. Et de dire souhaiter que « cette entente cordiale se traduise dans la réalité lorsqu'il s'agit de l'ouverture des discussions » sur les conditions de travail des employés du CEB. Par ailleurs, il demande au régulateur de venir de l'avant « au plus vite » avec un plan pour l'avenir du CEB, « vu que le projet de centrale à gaz a été mis au frigo ». Il se pose ainsi la question de savoir ce qui se passera si un IPP tombe en panne : « Est-ce que ce sont les employés du CEB qui seront mobilisés pour effectuer les travaux de réparation ? Car on sait que lorsque c'est le cas, un IPP prend au moins trois heures pour tout réparer. »